

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative - Bât C - 2ème étage  
Boulevard George SAND  
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 08/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SETEC**

ZI la Martinerie  
36130 Diors

Références : VAT20250500  
Code AIOT : 0010013703

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement SETEC implanté LE PETIT VILLEMENT 36100 Saint-Aoustrille. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SETEC
- LE PETIT VILLEMENT 36100 Saint-Aoustrille
- Code AIOT : 0010013703
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une ancienne carrière, exploitée à ciel ouvert, qui a été transformée en centre de stockage de déchets inertes. Elle est implantée au Village du Petit Villement, sur le territoire de la commune de Saint-Aoustrille. L'installation est accessible par le "chemin de la Ruelle aux Loups". Les parcelles cadastrées section OB 800, OB 811 pour partie et OB 814. Les déchets accueillis proviennent uniquement de chantiers de déconstruction, voiries... effectués par l'exploitant, SETEC sur le territoire de la commune d'Issoudun et sa périphérie.

L'installation est enregistrée par arrêté préfectoral du 14 novembre 2019.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande d'action corrective	60 jours
7	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Demande d'action corrective	60 jours
8	Enregistrement des données de traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 25/03/2021, article 2.II	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	Sans objet
4	Valeurs limites de bruit.	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 26 > I.	Sans objet
5	GEREP - Fiabilité des données	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	Sans objet
9	Accès aux services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 11	Sans objet
10	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 14	Sans objet
11	Dispositions	Arrêté Ministériel du 12/12/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'exploitation	article 16	

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Envol de poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :I. Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.).II. - Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont convenablement nettoyées.III. - Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.IV. - Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées, des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant gère les pistes de circulation à l'intérieur de son installation de façon à limiter les envols de poussières ou la dégradation de la route en sortie de site.</p> <p>Le jour de l'inspection, les accès étaient propres aux abords de l'installation.</p> <p><b>Conforme</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Abords de l'installation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.Les opérations de</p>

nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, le site était correctement entretenu (abords et intérieur de l'installation).  <b>Conforme</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Emissions dans l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures des émissions de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales. Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets de l'installation concernée. Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m<sup>2</sup>/j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Lors de l'inspection, la campagne annuelle de mesures des émissions de poussières était en cours. Le prestataire a déposé les jauges de mesures le 16 octobre 2025 et un ramassage des jauges est programmé pour le 30 octobre 2025. L'équipe d'inspection a pu observer un dispositif de mesure en entrée de site. Absence de mesures en 2024.</p> <p><b>Constat : La campagne annuelle de mesures des émissions de poussières n'était pas terminée lors de l'inspection.</b></p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 4 : Valeurs limites de bruit.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 26 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures des émissions acoustiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A) 6 dB (A) 4 dB (A) Supérieur à 45 dB (A) 5 dB (A) 3 dB (A) De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-avant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que la campagne de mesure des émissions acoustiques réalisée en novembre 2023 avait été complétée en novembre 2024 afin de mesurer le bruit de fond autour de l'installation depuis un point représentatif. Les nouvelles données mesurées démontrent ainsi la conformité des émissions de l'installation.</p> <p><b>Conforme</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : GEREP - Fiabilité des données**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration GEREP
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il</p>

déclare.
<b>Constats :</b>  Vu les déclarations sur la base GEREPP concernant les déchets entrants sur l'installation pour les années 2023 et 2024.  <b>Conforme</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Document d'acceptation préalable
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- l'origine des déchets ;</li> <li>- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- la quantité de déchets concernée en tonnes.</li> </ul> <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant a présenté ces fiches d'acceptation préalable pour l'année 2025.</p> <p>S'agissant des déchets inertes provenant de ses propres chantiers, l'exploitant a fait le choix de réaliser une fiche globale annuelle d'acceptation des déchets inertes de l'ensemble de ces chantiers sur l'année en cours.</p> <p>Cette fiche permet d'identifier SETEC en tant que producteur et transporteur du déchet, le libellé des déchets acceptés ainsi que son code à six chiffres.</p> <p>L'équipe d'inspection relève cependant qu'au regard de la réglementation, les producteurs</p>

initiaux des déchets, dans le cadre des contrats de la société SETEC, sont les maîtres d'ouvrage et clients qui sollicitent la réalisation de travaux.

Ainsi, même s'il reste possible via les bons de réception des déchets sur le site de Saint Aoustrille de faire le lien entre les déchets accueillis et les chantiers concernés, la présente prescription n'est pas conforme.

Il est de plus attendu que le producteur de déchet signe le document d'acceptation préalable et s'engage sur la nature des déchets et les conditions de traitements associés.

**Constat : le document d'acceptation préalable ne permet pas d'identifier directement le producteur initial des déchets des différents chantiers de la société SETEC traités sur le site de Saint Aoustrille.**

A noter que les informations collectées et déposées dans le Registre National des Terres excavées et Sédiments (RNDTS) doivent permettre d'identifier le producteur initial et la localisation de déchets réceptionnés (voir point de contrôle n°8).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 7 : Traçabilité des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contenu du registre de suivi

**Prescription contrôlée :**

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot, les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : la date de réception b) Concernant la dénomination, nature et quantité : la dénomination usuelle, les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles, lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet: le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement [...], la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m<sup>3</sup> ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport des terres excavées et sédiments : la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial, la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine



non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production, l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6, la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur, l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement, la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement [...]; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets, Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments, lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation [...]

#### **Constats :**

Suite à l'inspection du 22/10/2024, l'exploitant a complété les informations présentes dans son registre.

En lien avec le constat du point de contrôle n°6, il est possible de retrouver les informations ayant attiré au point c. du présent article, à savoir : *la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial, la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications*

Cependant, ces informations ne sont pas directement présentes dans le registre appelé par cet article.

**Constat : le registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants ne disposent pas de toutes les informations attendues.**

A noter que les informations collectées et déposées dans le Registre National des Terres excavées et Sédiments (RNDTS) doivent permettre d'identifier le producteur initial et la localisation de déchets réceptionnés (voir point de contrôle n°8).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 8 : Enregistrement des données de traçabilité des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2021, article 2.II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, RNDTS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. [...] La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu. La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu. La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement. Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique, qu'à ce jour, le groupe n'utilise pas RNDTS pour la traçabilité de ses déchets.  <b>Constat : L'exploitant n'enregistre pas les données liées à la traçabilité des déchets dans la base de données électroniques du Registre National des Terres excavées et Sédiments (RNDTS).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Accès aux services d'incendie et de secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions d'accès

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu l'accès principal qui permet l'intervention des services d'incendie et de secours. Aucun véhicule n'est présent sur l'installation et pourrait gêner les véhicules d'intervention.</p> <p><b>Conforme</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Dispositions d'exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes autorisées sur site sont nommément identifiées dans une liste disponible sur site. Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie. Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est géré exclusivement par le responsable du site nommément désigné. Ensuite, seuls les chauffeurs accèdent au site pour déposer les déchets inertes via une autorisation délivrée au travers du bon de livraison.</p> <p>Vu les consignes de sécurité affichées dans le bungalow du site.</p> <p><b>Conforme</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Dispositions d'exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès au site</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation de stockage est protégée pour empêcher le libre accès au site.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Le site est clôturé au niveau de la route d'accès. Un portail empêche l'accès en dehors des périodes d'apport des déchets inertes par les camions de la société.

**Conforme**

**Type de suites proposées :** Sans suite